

Monsieur François-Xavier Abonnenc,  
26 rue Mège  
83220 Le Pradet

Le Pradet le 15/06/2005

à Monsieur Marzolf,  
Président de la CPDP LGV PACA  
1 Blvd Dugommier, 13001 Marseille

Objet : contribution au débat LGV – PACA Débat Public

Monsieur le Président,

A la lumière des différents éléments techniques, financiers et contributifs mis à notre disposition dans ce débat, je me dois de vous donner mon opinion négative pour la réalisation de ce projet de ligne à grande vitesse tel qu'il nous est proposé, car malheureusement il est loin d'apporter des solutions de développement durable à notre pays et à nos régions pour plusieurs raisons :

Le coût de cette ligne est totalement disproportionné par rapport au coût d'adaptation de lignes existantes en train pendulaire, tant il est vrai que selon les études mises à notre disposition, il n'y aurait qu'un différentiel de temps de 10% pour les mêmes trajets entre le pendulaire et la LGV. Comparée au projet de LGV, cette adaptation en pendulaire aurait des impacts négligeables sur l'environnement.

De plus, en établissant des gares intermédiaires pour les dessertes de Toulon et Marseille notamment, on accroîtrait encore le trafic routier au lieu de le soulager comme affiché dans le projet, alors que ces villes sont déjà bien pourvues en offre grande vitesse. Sans compter la gêne occasionnée aux usagers qui verraient en fait leurs temps de voyages rallongés pour se rendre à ces nouvelles gares.

Ce projet ne permet en rien de soulager le trafic interfrontalier des marchandises puisqu'il n'y a rien de prévu pour le fret. Le coût de cette nouvelle ligne pourrait en étant reporté sur la prolongation de l'axe ferroviaire Lyon-Turin, permettre un soulagement non négligeable du trafic marchandises par fer-routage.

Là il s'agit véritablement de développement durable, puisque de nombreux départements et régions françaises verraient le trafic auto-routier diminuer sur leurs axes auto-routiers, avec pour corolaire, un meilleur environnement et donc une plus grande attractivité.

Quid aussi du mer-routage comme solution alternative pour le fret interfrontalier ?

Quant aux attentes des varois, ce projet n'y répond pas puisqu'ils demandent une vraie offre TER pour leurs déplacements quotidiens en alternative de l'automobile et non une énième offre pour sortir du département. De plus, par une spéculation foncière et immobilière prévisible, le futur de ce département est hypothéqué par le départ logique de nombreuses familles qui ne pourront rester au pays, emmenant avec elles les racines et les forces vives de ce département. Département qui verra dans cet accroissement soudain d'urbanisation et de population, sans que les infrastructures n'aient été prévues, la perte de son principal atout touristique et donc économique, c'est à dire son environnement préservé qui en fait la première destination française.

Quant aux paysages uniques de notre département, ils seront une fois de plus sacrifiés pour un développement et des intérêts à court terme.

Enfin Monsieur le Président, en tant que contribuable je ne peux ne peut apporter mon soutien à ce projet, tant existent des solutions moins onéreuses et ne je ne peux pas non plus, cautionner les surcoûts induits par des déviations de tracés voulus pour servir les intérêts et ambitions de certains élus, alors que le TGV passe déjà dans leurs chef-lieux.

Je vous prie Monsieur, d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.  
M. François-Xavier Abonnenc